

Assemblée générale du collectif des agents en pré-salaire du ministère de l'Économie et des Finances

L'espoir avec le nouveau gouvernement

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

LE Collectif des agents des huit directions du ministère de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales en pré-salaire (dont certains depuis... 23 ans) se sont réunis, le 12 juillet dernier, dans l'enceinte dudit département pour présenter les démarches entreprises auprès des autorités pour leur faire entendre raison. Le bureau de cette structure dirigée par Franck Moro-Mba a d'abord décliné à l'assistance la première orientation qui a consisté à adresser aux personnalités de la République (ministres et Premier ministre) des correspondances relatives à leur situation afin qu'elles s'y penchent sérieusement. Celle-ci est caractérisée par leur non-intégration en dépit de leur longue présence dans cette administration, la qualité et la quantité de leur rendement professionnel. En tout, ce sont 447 agents de



Le président du Collectif des agents en pré-salaire du ministère de l'Économie, Franck Moro-Mba, déclinant les démarches du bureau aux autres membres.

ce département qui continuent à ronger piteusement leur frein sans être réellement intégrés. Au regard de l'ampleur de ce problème qu'ils qualifient de "grave injustice", les membres du Collectif

n'ont pas tardé à diligenter un recensement dans les différentes directions afin de disposer de l'effectif des agents se trouvant dans cet état. "Chacun dans sa direction a fait un recensement qui a permis de par-

venir au nombre de 447 agents, toutes directions confondues, vous comprenez que c'est grave", dira un membre. Pour le président Moro-Mba, "la mobilisation de tout le monde concerné par

ce problème est devenue un impératif. Ce sera l'un des atouts pour amener les autorités à prendre en compte notre situation. On peut comprendre que certains parmi nous sont entamés par le découragement, car ayant attendu depuis des décennies, mais nous devons toujours continuer à nous battre, à réclamer la régularisation de nos situations. Cela a trop duré". Actuellement, plus que par le passé, leur espoir de le voir sortir de ce statut s'est accru avec le nouveau gouvernement, et surtout avec le nouveau ministre Roger Owono Mba sous lequel se trouvent à nouveau réunies l'Économie et les Finances, ce qui a l'avantage d'avoir en face les mêmes interlocuteurs, contrairement aux précédents gouvernements où ces deux administrations étaient scindées et placées sous des tutelles différentes. En outre, le fait que le président de la République ait placé son nouveau magistère sous le sceau de la justice sociale incite bien à l'optimisme.

Photo : Antoine Essone Ndong

Ouverture du colloque international sur "Le genre et les sexualités", hier à Libreville

Les inégalités de genre au crible

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

"CERTAINES régions du monde, notamment l'Afrique, accusent un retard criant sur le champ de recherche qu'est "Le genre et la sexualité" alors que, partout dans le monde, les violences et les discriminations basées sur le sexe ou le genre persistent et/ou se radicalisent". C'est en substance la trame du "Colloque international sur le genre et les sexualités : diversités des contextes, pluralité des parcours, approches interdisciplinaires" qui s'est ouvert hier, mercredi 17 juillet 2019, à l'hôtel Palme d'Or de Libreville. Durant deux jours, les spécialistes de la question du genre, essentiellement des enseignants-chercheurs d'ici et d'ailleurs, examineront l'évolution de ce concept sous plusieurs facettes, notamment dans les domaines de la santé, de la formation, de l'éducation, de l'espace public et privé. L'objectif de cette rencontre internationale étant de comprendre les représentations, les organisations et les logiques d'action qui rendent possible la persistance des asymétries et des inégalités du genre en matière de sexualité. Il s'agira à partir



Sylvain Meye M'Eya, parrain du colloque et président du bureau exécutif de l'Association gabonaise de statistiques.

des travaux "ancrés dans les différents contextes sociohistoriques, d'ouvrir des pistes de recherche, de réflexion, de discussion permettant de mettre en place un programme de comparaison internationale". La cérémonie d'ouverture a permis au parrain dudit colloque, par ailleurs président du bureau exécutif de l'Association gabonaise de statistiques, Sylvain Meye M'Eya, de rappeler que notre pays n'est pas en marge des bouleversements sociaux à travers lesquels émergent une pluralité d'identités de genres, de sexes, de nouvelles formes de sexualités. "Si la question de la parité entre les sexes n'est plus taboue, si les décideurs politiques, si les chercheurs, les organisations de la société civile



Les participants sont venus de divers horizons.

ont commencé à envoyer des signaux pour corriger les inégalités, il convient de reconnaître que le chemin à parcourir est encore bien long et jalonné d'écueils", a-t-il souligné. Le statisticien a ensuite révélé que "l'enquête na-



Le colloque s'intéresse à l'organisation du genre et de la sexualité dans différents contextes socio-culturels.

tionale sur les violences basées sur le genre (VBG) de 2016 (sur un échantillon de 2500 personnes âgées de 15 ans et plus) avait démontré que les femmes, tous âges confondus, sont les plus grandes victimes, surtout en milieu urbain :

63,8 % avaient subi des violences physiques, 82,7 % des violences économiques et 89,8 % des violences sexuelles". Les échanges tourneront autour de plusieurs communications intéressantes dont "La place du genre dans la pratique et les politiques du sport en Afrique subsaharienne : l'exemple du Gabon"; "Lesbianisme et bisexualité en milieu urbain africain : portrait psychologique des femmes lesbiennes/bisexuelles gabonaises"; "La déviance à l'aune du genre au Sénégal, le cas de la Casamance"; "Les violences envers les femmes au Gabon. Une reconnaissance juridique difficile (2000-2019)" et bien d'autres thématiques tout aussi dignes d'intérêt.

Photo : R.H.A

Photo : R.H.A

Photo : R.H.A

Ici et Ailleurs

• **Musique**
Pluie d'hommages au "Zoulou blanc"
De son président au simple citoyen, l'Afrique du Sud a rendu hommage hier à son "Zoulou blanc", le chanteur Johnny Clegg décédé la veille à 66 ans. En louant son rôle dans la lutte contre l'apartheid et la réconciliation entre les races dans la nation "Arc-en-ciel". "Une voix adorée, source d'inspiration et héroïque s'est tue et nous prive d'un compatriote exceptionnel et d'une icône de la cohésion sociale et de l'antiracisme", a salué avec emphase le chef de l'État, Cyril Ramaphosa. "Johnny Clegg vivra toujours dans nos cœurs et dans nos foyers".

• **Cinéma**
Le nouveau "Le Roi Lion"
Le remake très attendu du *Roi Lion* est depuis hier dans les salles de cinéma françaises. Le classique Disney reprend vie avec une nouvelle adaptation signée Jon Favreau, tournée en numérique.. Casting cinq étoiles, images incroyables... Le film est à la hauteur des espérances.

• **Rougeole**
Vaccination obligatoire en Allemagne
La vaccination contre la rougeole deviendra obligatoire dans les établissements scolaires en Allemagne à partir de mars 2020, a décidé hier le gouvernement d'Angela Merkel. Face à la recrudescence de cette maladie, le gouvernement a adopté un texte du ministre de la Santé, Jens Spahn, rendant cette vaccination obligatoire pour les enfants pris en charge dans les écoles, crèches ou jardins d'enfants. L'obligation s'étendra aux enseignants et éducateurs, ainsi qu'aux centres d'accueil de réfugiés.

• **Technologies**
Bientôt des cerveaux connectés
La start-up Neuralink qui développe une interface reliant le cerveau aux ordinateurs devrait réaliser ses premiers tests sur des individus dès l'an prochain, a annoncé son patron Elon Musk mardi soir à San Francisco. "Nous pouvons réaliser une interface cerveau-machine complète", s'est félicité M. Musk, lors d'une manifestation high-tech à San Francisco où le milliardaire et les membres de l'équipe de Neuralink ont présenté un état de leurs recherches. Le projet peut "réaliser une sorte de symbiose avec l'intelligence artificielle", assure-t-il.